

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> octobre 2013.

Les dispositions prévues à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> seront d'application pour la première fois aux cotisations se rapportant au 4<sup>e</sup> trimestre 2013.

**Art. 3.** Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme L. ONKELINX  
La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

**Modification au Règlement du 22 février 1974 pris en application de l'article 55, § 1<sup>er</sup>, modifié par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 23 janvier 1974, et de l'article 61 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs**

Le Comité de Gestion de l'Office national de Sécurité sociale,

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'article 55.

Décide d'adapter comme suit l'article 1<sup>er</sup> du Règlement, arrêté par lui le 22 février 1974 :

a) dans la phrase introductive, les mots "et de l'article 54<sup>ter</sup>, § 2" sont introduits après "l'article 54";

b) dans le 1<sup>o</sup> les mots "du trimestre qui suit celui auquel elles se rapportent" sont remplacés par les mots "du deuxième mois qui suit le trimestre civil auquel elles se rapportent";

c) au 2<sup>o</sup> les mots "du trimestre qui suit celui auquel elles se rapportent" sont remplacés par les mots "du deuxième mois qui suit le trimestre civil auquel elles se rapportent".

Cette adaptation produit ses effets le 1<sup>er</sup> octobre 2013.

Bruxelles, le ..... 2013.

L'administrateur général :

K. SNYDERS

Le président du Comité de gestion :

J. PIETTE

Vu et approuvé :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales,  
Mme L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2013/24426]

1<sup>er</sup> DECEMBRE 2013. — Arrêté royal organique  
de l'Administration de l'expertise médicale

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, les articles 37 et 107, alinéa 2;

Vu la loi du 17 février 1849 qui modifie la loi sur les pensions civiles et ecclésiastiques, l'article 3, modifié par l'arrêté royal n° 35 du 10 août 1939 et par la loi du 20 mai 1997;

Vu la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience, les articles 17<sup>bis</sup> et 18, modifiés par la loi du 3 juillet 1975;

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2013.

De bepalingen in artikel 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> zullen een eerste keer van toepassing zijn op de bijdragen die betrekking hebben op het vierde kwartaal van 2013.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. L. ONKELINX  
De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

**Wijziging van het Reglement van 22 februari 1974 genomen in toepassing van artikel 55, § 1, gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 januari 1974, en van artikel 61 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders**

Het Beheerscomité van Rijksdienst voor Sociale Zekerheid,

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 55.

Beslist in artikel 1 van het Reglement, door hem genomen op 22 februari 1974, volgende wijzigingen aan te brengen :

a) in de inleidende zin worden na "artikel 54" de woorden "en artikel 54<sup>ter</sup>, § 2" ingevoegd;

b) in 1<sup>o</sup> worden de woorden "het kwartaal volgend op dat waarop zij betrekking hebben" vervangen door de woorden "de tweede maand die volgt op het kwartaal waarop ze betrekking hebben";

c) in 2<sup>o</sup> worden de woorden "het kwartaal volgend op dat waarop ze betrekking hebben" vervangen door de woorden "de tweede maand die volgt op het kwartaal waarop ze betrekking hebben".

Deze wijziging heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2013.

Brussel, ..... 2013.

De administrateur-generaal :

K. SNYDERS

De voorzitter van het Beheerscomité :

J. PIETTE

Gezien en goedgekeurd :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen,  
Mevr. L. ONKELINX

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU

[C – 2013/24426]

1 DECEMBER 2013. — Koninklijk besluit houdende regeling  
van het Bestuur voor medische expertise

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikelen 37 en 107, tweede lid;

Gelet op de wet van 17 februari 1849 tot wijziging van de wet op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, artikel 3, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 35 van 10 augustus 1939 en bij de wet van 20 mei 1997;

Gelet op de wet van 3 juni 1964, houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, artikelen 17<sup>bis</sup> en 18, gewijzigd bij de wet van 3 juli 1975;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, modifiée en dernier lieu par la loi du 18 juillet 2012;

Vu la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 12 mars 2013;

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifiée en dernier lieu par la loi du 30 juillet 2013;

Vu l'arrêté royal du 8 mai 1936 relatif au mode de justification des droits à la pension, modifié par les arrêtés royaux des 29 janvier 1985, 24 janvier 1990 et 12 mars 2009;

Vu l'arrêté royal du 26 décembre 1938 relatif au régime des pensions du personnel communal, modifié par les arrêtés royaux des 2 avril 1979, 22 décembre 1986, 5 août 1991 et 20 juillet 2000;

Vu l'arrêté royal du 18 août 1939 réglant l'organisation des examens médicaux par le Service de santé administratif en lieu et place des commissions provinciales des pensions, modifié par l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 et par les arrêtés royaux des 8 mars 1965, 7 avril 1995 et 13 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 3 mars 1953 réglant l'intervention de l'Etat dans les frais de consultation d'appel contre certaines décisions du service de santé administratif;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 9 juin 1999;

Vu l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure, pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiles ou de missions civiles, modifié en dernier lieu par la loi du 10 août 2001;

Vu l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 18 octobre 2004;

Vu l'arrêté royal du 17 janvier 1964 d'exécution de la loi portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur de membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 26 novembre 2012;

Vu l'arrêté royal du 25 juillet 1969 organique de l'Office médico-social de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 17 mars 1970 portant le statut du président de l'Office médico-social de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 12 juin 1970 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public, des personnes morales de droit public et des entreprises publiques autonomes, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 mars 2011;

Vu l'arrêté royal du 5 janvier 1971 relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles dans le secteur public, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 27 septembre 2009;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1971 limitant les missions dévolues à l'Office médico-social de l'Etat en ce qui concerne LA POSTE, modifié par la loi du 21 mars 1991;

Vu l'arrêté royal du 12 janvier 1973 relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles en faveur de certains membres du personnel des provinces, des communes, des agglomérations et fédérations de communes, des associations de communes, des centres publics d'aide sociale, des centres publics intercommunaux d'aide sociale, des services, établissements et associations d'aide sociale et des caisses publiques de prêts, modifié par les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> mars 1974, 9 mai 1988, 28 juin 1990 et 18 mars 2003;

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 juli 2012;

Gelet op de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 maart 2013;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 juli 2013;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 mei 1936 betreffende de wijze om van de rechten op pensioen te laten blijken, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 29 januari 1985, 24 januari 1990 en 12 maart 2009;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 december 1938 betreffende de pensioenregeling van het gemeentepersoneel, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 2 april 1979, 22 december 1986, 5 augustus 1991 en 20 juli 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 1939 tot regeling van de inrichting der geneeskundige onderzoeken door den Administratieve Gezondheidsdienst, in plaats van door de provinciale pensioencommissies, gewijzigd bij Regentsbesluit van 20 juni 1946 en bij koninklijke besluiten van 8 maart 1965, 7 april 1995 en 13 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 maart 1953 tot regeling van de tussenkomst van de Staat in de kosten van consult bij wijze van beroep tegen een beslissing van de administratieve gezondheidsdienst;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 9 juni 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst van binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 oktober 2004;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 januari 1964 tot uitvoering van de wet houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 10 april 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 26 november 2012;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 juli 1969 tot oprichting van de Sociaal-Medische Rijksdienst;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 maart 1970 tot regeling van de rechtstoestand van de voorzitter van de Sociaal-medische Rijksdienst;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juni 1970 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut, van de publiekrechtelijke rechtspersonen en van de autonome overheidsbedrijven, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 maart 2011;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 januari 1971 betreffende de schadevergoeding voor beroepsziekten in de overheidssector, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 27 september 2009;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1971 tot beperking van de aan de Sociaal-Medische Rijksdienst opgedragen taken in verband met DE POST, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 januari 1973 betreffende de schadevergoeding voor beroepsziekten, ten gunste van sommige personeelsleden van provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten, verenigingen van gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, intercommunale centra voor maatschappelijk welzijn, diensten, inrichtingen en verenigingen voor maatschappelijk welzijn en openbare kassen van lening, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 1 maart 1974, 9 mei 1988, 28 juni 1990 en 18 maart 2003;

Vu l'arrêté royal du 25 juillet 1974 portant règlement de procédure des commissions des allocations de survie, complété par l'arrêté royal du 6 octobre 1982;

Vu l'arrêté royal du 11 avril 1975 réorganisant l'Office médico-légal modifié par l'arrêté royal du 14 novembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 12 mai 1978 portant le statut pécuniaire des objecteurs de conscience en service au sein d'organismes de droit public ou privé, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 septembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 12 mai 1978 portant le statut pécuniaire des objecteurs de conscience en service à la protection civile, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 6 septembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 1981 fixant le montant des redevances dues pour certains examens médicaux effectués par l'Office médico-social de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 26 novembre 2011;

Vu l'arrêté royal du 23 mai 1984 stimulant l'emploi de handicapés à Belgacom, modifié en dernier lieu par la loi du 21 mars 1991;

Vu l'arrêté royal du 29 janvier 1985 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du Livre I<sup>er</sup> de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 24 mars 1994;

Vu l'arrêté royal du 21 mai 1985 stimulant l'emploi de handicapés à bpost, modifié en dernier lieu par la loi du 13 décembre 2010;

Vu l'arrêté royal du 4 août 1988 fixant les échelles des grades particuliers du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 10 août 1998;

Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1991 fixant le statut des agents de la Régie des voies aériennes, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 27 mars 1998;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 21 mai 2013;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 3 avril 2013;

Vu l'arrêté royal du 13 mai 1999 organisant le contrôle médical des agents de certains services publics;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 2001 portant exécution des articles 13, 27, alinéas, 2 et 5 et 53 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police et portant d'autres dispositions transitoires diverses, modifié par l'arrêté royal du 20 novembre 2001;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juin 2011;

Vu l'arrêté royal du 11 janvier 2007 fixant le statut administratif du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, modifié par l'arrêté royal du 16 novembre 2009;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 mai 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 septembre 2007;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 juli 1974 tot regeling van de rechtspleging voor de commissies voor overlevingstegemoetkomingen, aangevuld bij koninklijk besluit van 6 oktober 1982;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 april 1975 tot herinrichting van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 november 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 mei 1978 houdende het geldelijk statuut van de gewetensbezwaarden in dienst bij publiekrechtelijke of privaatrechtelijke instellingen, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 6 september 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 mei 1978 houdende het geldelijk statuut van de gewetensbezwaarden in dienst bij de civiele bescherming, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 6 september 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 1981 houdende vaststelling van het bedrag der retributies verschuldigd voor bepaalde geneeskundige onderzoeken die door de Sociaal-Medische Rijksdienst worden uitgevoerd, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 26 november 2011;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 mei 1984 ter bevordering van de tewerkstelling van minder-validen bij Belgacom, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 januari 1985 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van sommige bepalingen van Boek I van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 24 maart 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 mei 1985 ter bevordering van de tewerkstelling van minder-validen bij bpost, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 13 december 2010;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 augustus 1988 tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden bij het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 10 augustus 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1991 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de Regie der luchtwegen, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 27 maart 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 mei 2013;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 april 2013;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 mei 1999 tot regeling van het medisch toezicht op het personeel van sommige overheidsdiensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 2001 tot uitvoering van de artikelen 13, 27, tweede en vijfde lid en 53 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en houdende diverse andere overgangsbepalingen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 november 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 1 juni 2011;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 januari 2007 tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 november 2009;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 mei 2007;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 27 september 2007;

Vu le protocole n° 184/3 du 14 mai 2013 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu l'avis 47.288/3 du Conseil d'Etat, donné le 8 décembre 2009;

Sur la proposition du Premier Ministre, du Ministre de la Défense, du Ministre des Affaires étrangères, du Ministre de l'Economie, du Ministre des Pensions, de la Ministre de l'Intérieur, de la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, de la Ministre de la Justice, du Ministre du Budget, de la Ministre de l'Emploi, du Ministre des entreprises publiques, du Ministre des Finances et du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et sur l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. L'Administration de l'Expertise médicale (en abrégé : "Medex") est créée au sein du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

§ 2. L'Administration de l'Expertise médicale est chargée d'expertises médicales relatives :

1° au personnel du secteur public concernant :

- a) les absences pour maladie;
- b) l'évaluation de dommages corporels dus à des accidents du travail et des maladies professionnelles;
- c) la pension prématurée pour raison médicale ou inaptitude physique;
- d) d'autres évaluations médicales prévues dans les statuts du personnel;

2° à la sécurité des transports concernant notamment :

- a) l'aéronautique;
- b) la navigation;
- c) le transport routier;

3° à d'autres tâches qui lui seraient confiées par Nous.

§ 3. L'Administration de l'expertise médicale reprend les compétences et missions dévolues à l'Administration de la médecine sociale, à l'Office médico-social de l'Etat et au Service de Santé Administratif.

§ 4. L'Administration de l'expertise médicale comprend :

- des centres médicaux régionaux;
- une commission de réintégration.

Le fonctionnement et la composition de la commission de réintégration sont arrêtés par Nous sur la proposition du ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions et du ministre qui a l'Emploi dans ses attributions.

§ 5. Les médecins de l'Administration de l'expertise médicale peuvent recueillir, sur certains points particuliers, l'avis de médecins spécialistes agréés par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 11 avril 1975 réorganisant l'Office médico-légal, les mots "Administration de la Médecine sociale" sont remplacés par les mots "Administration de l'expertise médicale".

**Art. 3.** Dans les articles 5, alinéas 4 et 5, 8, alinéa 2, et 9, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 mai 1936 relatif au mode de justification des droits à la pension, les mots "la commission provinciale des pensions" sont chaque fois remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 4.** Dans l'article 106, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 26 décembre 1938 relatif au régime des pensions du personnel communal, les mots "du service de santé administratif ressortissant au Ministère de l'Intérieur et de la Santé publique" sont remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale".

Gelet op het protocol nr. 184/3 van 14 mei 2013 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op het advies 47.288/3 van de Raad van State, gegeven op 8 december 2009;

Op de voordracht van de Eerste Minister, van de Minister van Landsverdediging, van de Minister van Buitenlandse Zaken, van de Minister van Economie, van de Minister van Pensioenen, van de minister van Binnenlandse Zaken, van de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, van de Minister van Justitie, van de Minister van Begroting, van de Minister van Werk, van de Minister van Overheidsbedrijven, van de minister van Financiën en van de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. Binnen de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu wordt het Bestuur van de medische expertise (afgekort : "Medex") opgericht.

§ 2. Het Bestuur van de medische expertise is belast met de uitvoering van medische expertises inzake :

1° het overheidspersoneel, met name betreffende :

- a) afwezigheden wegens ziekte;
- b) de evaluatie van lichamelijke schade veroorzaakt door arbeidsongevallen en beroepsziekten;
- c) het vroegtijdig pensioen wegens gezondheidsredenen of lichamelijke ongeschiktheid;
- d) andere medische evaluaties voorzien in de personeelsstatuten;

2° de verkeersveiligheid, met name betreffende :

- a) de luchtvaart;
- b) de scheepvaart;
- c) het wegvervoer;

3° alle andere taken die het door Ons worden opgedragen.

§ 3. Het Bestuur van de medische expertise neemt de bevoegdheden en taken over die werden opgedragen aan de Bestuursafdeling der Sociale geneeskunde, aan de Sociaal-Medische Rijksdienst en aan de Administratieve Gezondheidsdienst.

§ 4. Het Bestuur van de medische expertise omvat :

- gewestelijke geneeskundige centra
- een heroriënteringscommissie.

De werking en de samenstelling van de heroriënteringscommissie worden door Ons bepaald op de voordracht van de minister bevoegd voor Volksgezondheid, van de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken en van de minister bevoegd voor Werk.

§ 5. De artsen van het Bestuur van de medische expertise kunnen voor bijzondere aangelegenheden het advies inwinnen van door de minister bevoegd voor Volksgezondheid erkende geneesheren-specialisten.

**Art. 2.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 april 1975 tot herinrichting van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst worden de woorden "de Bestuursafdeling der Sociale Geneeskunde" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 3.** In de artikelen 5, vierde en vijfde lid, 8, tweede lid, en 9, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 mei 1936 betreffende de wijze om van de rechten op pensioen te laten blijken, worden de woorden "de provinciale pensioen(s)commissie" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 4.** In artikel 106, § 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 26 december 1938 betreffende de pensioenregeling van het gemeentepersoneel, worden de woorden "den administratieve gezondheidsdienst van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Volksgezondheid" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 5.** Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 18 août 1939 réglant l'organisation des examens médicaux par le Service de santé administratif en lieu et place des commissions provinciales des pensions, les mots "le Service de santé administratif en lieu et place des commissions provinciales des pensions" sont remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 6.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 8 mars 1965, les mots "au Service de santé administratif du Ministère de la santé publique" sont remplacés par les mots "à l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 7.** L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

"Art. 2. L'agent est examiné par un médecin-fonctionnaire de l'Administration de l'expertise médicale assisté d'un médecin non-fonctionnaire au centre médical de cette Administration le plus rapproché du domicile de l'agent. Il est convoqué par l'Administration de l'expertise médicale."

**Art. 8.** Dans l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 8 mars 1965, les mots "le Service de santé administratif" sont chaque fois remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 9.** Dans l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 8 mars 1965, les mots "le Service de santé administratif" sont remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale" et les mots "du Service de santé administratif" sont remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 10.** Dans l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 8 mars 1965, les mots "du Service de santé administratif" sont remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 11.** Dans l'article 11, § 3, du même arrêté, les mots "du Service de santé administratif" sont remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 12.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 29 janvier 1985 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du Livre I<sup>er</sup> de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 1990, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "Le Service de santé administratif du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement est chargé" sont remplacés par les mots "L'Administration de l'expertise médicale du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement est chargée";

2° les mots "au Service de santé administratif" sont remplacés par les mots "à l'Administration de l'expertise médicale";

3° les mots "du Service de santé administratif" sont remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 13.** Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 3 mars 1953 réglant l'intervention de l'Etat dans les frais de consultation d'appel contre certaines décisions du service de santé administratif, les mots "du service de santé administratif" sont remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 14.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, les mots "le Service de Santé administratif" sont remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 15.** Dans l'article 85 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, inséré par l'arrêté royal du 9 juin 1999, les mots "du Service de Santé administratif" sont remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 16.** Dans l'article 2, *Xbis*, de l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure, pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiles ou de missions civiles, inséré par l'arrêté royal du 16 janvier 1978, les mots "au Service de Santé administratif" sont remplacés par les mots "à l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 5.** In het opschrift van het koninklijk besluit van 18 augustus 1939 tot regeling van de inrichting der geneeskundige onderzoeken door den Administratieven Gezondheidsdienst, in plaats van door de provinciale pensioencommissies, worden de woorden "den Administratieven Gezondheidsdienst, in plaats van door de provinciale pensioencommissies" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 6.** In artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 8 maart 1965, worden de woorden "den Administratieven Gezondheidsdienst van het Ministerie van Volksgezondheid" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 7.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 2. De ambtenaar, beambte of bediende wordt onderzocht door een geneesheer-ambtenaar van het Bestuur van de medische expertise, bijgestaan door een geneesheer niet-ambtenaar, in het geneeskundig centrum van dit Bestuur, dat het dichtst bij de woning van de ambtenaar, beambte of bediende gelegen is. Hij wordt opgeroepen door het Bestuur van de medische expertise."

**Art. 8.** In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 8 maart 1965, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 9.** In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 8 maart 1965, worden de woorden "de(n) Administratieve(n) Gezondheidsdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 10.** In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 8 maart 1965, worden de woorden "den Administratieven Gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 11.** In artikel 11, § 3, van hetzelfde besluit, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 12.** In artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 29 januari 1985 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van sommige bepalingen van Boek I van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "De Administratieve Gezondheidsdienst van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu" worden vervangen door de woorden "Het Bestuur van de medische expertise van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu";

2° de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" worden vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 13.** In het opschrift van het koninklijk besluit van 3 maart 1953 tot regeling van de tussenkomst van de Staat in de kosten van consult bij wijze van beroep tegen een beslissing van de administratieve gezondheidsdienst, worden de woorden "de administratieve gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 14.** In artikel 1 van hetzelfde besluit, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 15.** In artikel 85 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, ingevoegd bij koninklijk besluit van 9 juni 1999, worden de woorden "de administratieve gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 16.** In artikel 2, *Xbis*, van het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten, ingevoegd bij koninklijk besluit van 16 januari 1978, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 17.** Dans l'article 30 de l'arrêté royal du 17 janvier 1964 d'exécution de la loi portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés, les mots "du Service de santé administratif" sont remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 18.** Dans l'article 4bis de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, inséré par l'arrêté royal du 13 novembre 1973 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 7 juin 2007, les mots "le Service de santé administratif" sont remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale" et les mots "du Service de santé administratif" sont chaque fois remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 19.** Dans l'article 5bis du même arrêté, le paragraphe 5, inséré par l'arrêté royal du 7 juin 2007, est remplacé par ce qui suit :

"§ 5. La victime introduit sa demande, accompagnée de toutes pièces justificatives, par lettre recommandée à la poste au service visé à l'article 6. Ce service accuse immédiatement réception de la demande, par lettre recommandée à la poste, et la transmet dans les quarante-huit heures à l'Administration de l'expertise médicale. Celle-ci examine la victime au plus tard trois mois après l'introduction de la demande.

L'Administration de l'expertise médicale maintient ou modifie le pourcentage de l'incapacité permanente. Elle notifie sans tarder sa décision au service compétent. Cette décision est reprise dans un arrêté ministériel notifié, par lettre recommandée à la poste, à la victime.

L'article 11, § 2, est applicable à la procédure de demande de reconnaissance d'une aggravation."

**Art. 20.** Dans l'article 5ter du même arrêté, le paragraphe 5, inséré par l'arrêté royal du 7 juin 2007, est remplacé par ce qui suit :

"§ 5. Les ayants droit de la victime introduisent, par lettre recommandée à la poste, une demande, accompagnée de toutes pièces justificatives, auprès du service visé à l'article 6.

Ce service accuse immédiatement réception de la demande, par lettre recommandée à la poste, et la transmet dans les quarante-huit heures à l'Administration de l'expertise médicale. Celle-ci statue sur base des éléments du dossier au plus tard trois mois après l'introduction de la demande. Elle notifie sans tarder sa décision au ministre ou à son délégué.

Cette décision est reprise dans un arrêté ministériel, notifié par lettre recommandée à la poste, aux ayants droit."

**Art. 21.** Dans l'article 7 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 21 novembre 1991 et 20 septembre 1998, les mots "au Service de Santé administratif" sont remplacés par les mots "à l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 22.** Dans l'article 8 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 7 juin 2007 et 26 novembre 2012, les mots "le Service de Santé administratif" sont remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 23.** Dans l'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 7 juin 2007, les mots "le Service de Santé administratif" sont remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 24.** L'article 9bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 24 mars 1986 et modifié par l'arrêté royal du 20 septembre 1998, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 9bis. En cas de subrogation de plein droit, prévue aux articles 14, § 3, et 14bis de la loi, le Ministre peut faire appel au concours médical de l'Administration de l'expertise médicale qui, sous réserve des impératifs du secret médical, est tenue d'y donner suite dans toute procédure tant amiable que contentieuse."

**Art. 17.** In artikel 30 van het koninklijk besluit van 17 januari 1964 tot uitvoering van de wet houdende vergoeding ten behoeve van de gezinnen van soldijtrekkende militairen, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 18.** In artikel 4bis van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding ten gunste van de personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, ingevoegd bij koninklijk besluit van 13 november 1973 en laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 7 juni 2007, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 19.** In artikel 5bis van hetzelfde besluit wordt paragraaf 5, ingevoegd bij koninklijk besluit van 7 juni 2007, vervangen als volgt :

"§ 5. Het slachtoffer dient bij een ter post aangetekende brief, bij de in artikel 6 bedoelde dienst, zijn aanvraag in, vergezeld van al de bewijsstukken. De dienst meldt onmiddellijk de ontvangst van de aanvraag bij een ter post aangetekende brief en bezorgt de aanvraag binnen de achtenveertig uur aan het Bestuur van de medische expertise. Dat onderzoekt het slachtoffer uiterlijk drie maanden na het indienen van de aanvraag.

Het Bestuur van de medische expertise behoudt of wijzigt het percentage van de blijvende ongeschiktheid. Het stelt de bevoegde dienst onverwijld in kennis van zijn beslissing. Die beslissing wordt neergelegd in een ministerieel besluit en, bij een ter post aangetekende brief, ter kennis gebracht van het slachtoffer.

Artikel 11, § 2, is van toepassing op de procedure voor de aanvraag tot erkenning van een verergering."

**Art. 20.** In artikel 5ter van hetzelfde besluit wordt paragraaf 5, ingevoegd bij koninklijk besluit van 7 juni 2007, vervangen als volgt :

"§ 5. De rechthebbenden van het slachtoffer dienen, bij een ter post aangetekende brief, bij de in artikel 6 bedoelde dienst, een aanvraag in, vergezeld van al de bewijsstukken.

De dienst meldt onmiddellijk de ontvangst van de aanvraag bij een ter post aangetekende brief en bezorgt de aanvraag binnen de achtenveertig uur aan het Bestuur van de medische expertise. Dat beslist op grond van de elementen in het dossier uiterlijk drie maanden na het indienen van de aanvraag. Het stelt de minister of zijn afgevaardigde onverwijld in kennis van zijn beslissing.

Die beslissing wordt neergelegd in een ministerieel besluit en bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht van de rechthebbenden."

**Art. 21.** In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 21 november 1991 en 20 september 1998, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 22.** In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 7 juni 2007 en 26 november 2012, worden de woorden "De Administratieve Gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "Het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 23.** In artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 7 juni 2007, worden de woorden "De Administratieve Gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "Het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 24.** Artikel 9bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 24 maart 1986 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 september 1998, wordt vervangen als volgt :

"Art. 9bis. In geval van subrogatie van rechtswege, zoals bepaald in de artikelen 14, § 3, en 14bis van de wet, kan de Minister een beroep doen op de geneeskundige medewerking van het Bestuur van de medische expertise. Dit is in iedere procedure, zowel in der minne als in een geschil, verplicht daaraan gevolg te geven, behoudens hetgeen vereist is ter bewaring van het medisch beroepsgeheim."

**Art. 25.** Dans l'article 10 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 13 novembre 1973, 24 mars 1986, 7 juin 2007 et 26 novembre 2012, les mots "au Service de santé administratif" sont remplacés par les mots "à l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 26.** L'article 11 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 13 novembre 1973, 24 mars 1986, 20 septembre 1998 et 7 juin 2007, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 11. § 1<sup>er</sup>. Au plus tard trois mois après l'introduction de la demande en révision, l'Administration de l'expertise médicale examine la victime.

L'Administration de l'expertise médicale maintient ou modifie le pourcentage de l'incapacité permanente.

Elle notifie sans tarder sa décision au Ministre.

La décision de l'Administration de l'expertise médicale est reprise dans un arrêté ministériel et notifiée à la victime.

§ 2. Au cas où, sans motifs valables et après deux appels successifs par lettre recommandée à la poste, la victime ne se présente pas devant l'Administration de l'expertise médicale à la suite de la demande de révision visée à l'article 10, § 3, le paiement des indemnités et rentes est suspendu à partir du premier jour du mois qui suit la date du second appel.

L'Administration de l'expertise médicale apprécie la pertinence des motifs de la non-comparution de la victime, pour autant qu'elle en donne une justification écrite.

Le paiement reprend sans effet rétroactif, le premier jour du mois qui suit la date de comparution de la victime qui, sans motif valable, ne s'était pas présentée à l'Administration de l'expertise médicale."

**Art. 27.** Dans l'article 25 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 6 mars 1998, les mots "le Service de Santé administratif" sont remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 28.** Dans l'article 28 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 7 juin 2007, les mots "du Service de Santé administratif" sont remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale" et les mots "le Service de Santé administratif" sont chaque fois remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 29.** Dans l'article 32bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 24 mars 1986 et modifié par l'arrêté royal du 7 juin 2007, les mots "le Service de santé administratif" sont remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 30.** Dans l'article 33, § 2, du même arrêté les mots "du Service de Santé administratif" sont remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 31.** Dans l'article 4 de l'arrêté royal du 12 juin 1970 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public, des personnes morales de droit public et des entreprises publiques autonomes, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, modifié par les arrêtés royaux des 20 septembre 1998, 27 mai 2004 et 7 juin 2007, les mots "du Service de Santé administratif" sont remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale" et les mots "le Service de Santé administratif ou tout autre service qui le remplace" sont remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale ou tout autre service qui la remplace".

**Art. 32.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 5 janvier 1971 relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles dans le secteur public, modifié par l'arrêté royal du 20 septembre 1998, les mots "le Service de Santé administratif ou le service qui le remplace" sont remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale ou le service qui la remplace".

**Art. 25.** In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 13 november 1973, 24 maart 1986, 7 juni 2007 en 26 november 2012, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 26.** Artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 13 november 1973, 24 maart 1986, 20 september 1998 en 7 juni 2007, wordt vervangen als volgt :

"Art. 11. § 1. Het Bestuur van de medische expertise onderzoekt de getroffen(e) uiterlijk drie maanden na het indienen van de aanvraag tot herziening.

Het Bestuur van de medische expertise behoudt of wijzigt het percentage van de blijvende ongeschiktheid.

Het stelt de Minister onverwijld in kennis van zijn beslissing.

De beslissing van het Bestuur van de medische expertise wordt neergelegd in een ministerieel besluit en ter kennis gebracht van de getroffen(e).

§ 2. Ingeval de getroffen(e) zich zonder geldige reden en na twee opeenvolgende bij de post aangetekende oproepingsbrieven niet aanmeldt bij het Bestuur van de medische expertise ten gevolge van de aanvraag tot herziening die in artikel 10, § 3 wordt bedoeld, wordt de uitkering van de vergoedingen en renten geschorst vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de tweede oproeping.

Het Bestuur van de medische expertise beoordeelt de relevantie van de motieven waarom het slachtoffer niet verschenen is, voor zover het een schriftelijke rechtvaardiging geeft.

De uitbetaling wordt, zonder terugwerkende kracht, hervat de eerste dag van de maand die volgt op de datum van verschijning van het slachtoffer, die zonder geldig motief niet was verschenen, bij het Bestuur van de medische expertise."

**Art. 27.** In artikel 25 van hetzelfde besluit, vervangen bij koninklijk besluit van 6 maart 1998, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 28.** In artikel 28 van hetzelfde besluit, vervangen bij koninklijk besluit van 7 juni 2007, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 29.** In artikel 32bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 24 maart 1986 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 7 juni 2007, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 30.** In artikel 33, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 31.** In artikel 4 van het koninklijk besluit van 12 juni 1970 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut, van de publiekrechtelijke rechtspersonen en van de autonome overheidsbedrijven, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 20 september 1998, 27 mei 2004 en 7 juni 2007, worden de woorden "de administratieve gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise" en worden de woorden "kan de administratieve gezondheidsdienst zijn of iedere andere dienst die hem vervangt" vervangen door de woorden "kan het Bestuur van de medische expertise zijn of iedere andere dienst die het vervangt".

**Art. 32.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 januari 1971 betreffende de schadevergoeding voor beroepsziekten in de overheidssector, gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 september 1998, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst of de dienst welke deze vervangt" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise of de dienst welke dit vervangt".

**Art. 33.** Dans l'article 4 de l'arrêté royal du 25 juillet 1974 portant règlement de procédure des commissions des allocations de survie, modifié par l'arrêté royal du 6 octobre 1982, les mots "le Service de Santé administratif" sont remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 34.** Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 12 mai 1978 portant le statut pécuniaire des objecteurs de conscience en service au sein d'organismes de droit public ou privé, modifié par l'arrêté royal du 6 septembre 1990, les mots "au Service de Santé administratif" sont remplacés par les mots "à l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 35.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 12 mai 1978 portant le statut pécuniaire des objecteurs de conscience en service à la protection civile, les mots "au Service de Santé administratif" sont remplacés par les mots "à l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 36.** Dans l'article 247 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par les arrêtés royaux des 10 juin 2001, 10 juillet 2001, 19 février 2003, 12 mars 2003, 13 février 2006 et 30 mars 2009, les mots "le service de santé administratif" sont remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 37.** Dans l'article 248 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 mars 2009, les mots "du service de santé administratif" sont remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 38.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 13 mai 1999 organisant le contrôle médical des agents de certains services publics, les mots "au Service de santé administratif" sont remplacés par les mots "à l'Administration de l'expertise médicale" et les mots "le Service de santé administratif" sont remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 39.** Dans les articles 3, 12, 18, 20, 30 et 34 du même arrêté, les mots "du Service de santé administratif" sont chaque fois remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 40.** Dans l'article 5 du même arrêté, les mots "au Service de santé administratif" sont chaque fois remplacés par les mots "à l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 41.** Dans les articles 9, 14 et 15 du même arrêté, les mots "le Service de santé administratif" sont chaque fois remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 42.** Dans l'article 11 du même arrêté, les mots "le Service de santé administratif n'a pu se prononcer définitivement, ou s'il a déclaré" sont remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale n'a pu se prononcer définitivement, ou si elle a déclaré".

**Art. 43.** Dans les articles 13, 21 et 27 du même arrêté, les mots "le Service de santé administratif" sont chaque fois remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale" et les mots "du Service de santé administratif" sont chaque fois remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 44.** Dans les articles 19 et 40 du même arrêté, les mots "le Service de santé administratif en lieu et place des commissions provinciales des pensions" sont chaque fois remplacés par les mots "l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 45.** Dans l'article 26 du même arrêté, les mots "du Service de santé administratif" sont chaque fois remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale" et les mots "au Service de santé administratif" sont remplacés par les mots "à l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 46.** Dans l'annexe 3 de l'arrêté royal du 26 mars 2001 portant exécution des articles 13, 27, alinéas 2 et 5, et 53 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police et portant d'autres dispositions transitoires diverses, le 19<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

"19<sup>o</sup> Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, Administration de l'expertise médicale : le service médical."

**Art. 33.** In artikel 4 van het koninklijk besluit van 25 juli 1974 tot regeling van de rechtspleging voor de commissies voor overlevings- tegemoetkomingen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 6 oktober 1982, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 34.** In artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 mei 1978 houdende het geldelijk statuut van de gewetensbezwaarden in dienst bij publiekrechtelijke of privaatrechtelijke instellingen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 6 september 1990, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 35.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 mei 1978 houdende het geldelijk statuut van de gewetensbezwaarden in dienst bij de civiele bescherming, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 36.** In artikel 247 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 10 juni 2001, 10 juli 2001, 19 februari 2003, 12 maart 2003, 13 februari 2006 en 30 maart 2009, worden de woorden "de administratieve gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 37.** In artikel 248 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 30 maart 2009, worden de woorden "de administratieve gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 38.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 13 mei 1999 tot regeling van het medisch toezicht op het personeel van sommige overheidsdiensten, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 39.** In de artikelen 3, 12, 18, 20, 30 en 34 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 40.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 41.** In de artikelen 9, 14 en 15 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 42.** In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst zich niet definitief heeft kunnen uitspreken of indien hij" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise zich niet definitief heeft kunnen uitspreken of indien het".

**Art. 43.** In de artikelen 13, 21 en 27 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 44.** In de artikelen 19 en 40 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst, in plaats van door de provinciale pensioencommissies" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 45.** In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 46.** In bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 26 maart 2001 tot uitvoering van de artikelen 13, 27, tweede en vijfde lid, en 53 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en houdende diverse andere overgangsbepalingen, wordt de bepaling onder 19<sup>o</sup> vervangen als volgt :

"19<sup>o</sup> Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, Bestuur van de medische expertise : de medische dienst."



**Art. 47.** Dans l'article 149 de l'arrêté royal du 11 janvier 2007 fixant le statut administratif du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, les mots "du Service de Santé administratif" sont remplacés par les mots "de l'Administration de l'expertise médicale".

**Art. 48.** Dans l'intitulé, modifié par la loi du 21 mars 1991, et dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 8 octobre 1971 limitant les missions dévolues à l'Office médico-social de l'Etat en ce qui concerne LA POSTE, les mots "Office médico-social de l'Etat" sont chaque fois remplacés par les mots "Administration de l'expertise médicale".

**Art. 49.** Dans l'article 10 et dans l'article 16, modifié par l'arrêté royal du 9 mai 1988, de l'arrêté royal du 12 janvier 1973 relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles en faveur de certains membres du personnel des provinces, des communes, des agglomérations et fédérations de communes, des associations de communes, des centres publics d'aide sociale, des centres publics intercommunaux d'aide sociale, des services, établissements et associations d'aide sociale et des caisses publiques de prêts, les mots "Office médico-social de l'Etat" sont chaque fois remplacés par les mots "Administration de l'expertise médicale".

**Art. 50.** Dans l'intitulé, dans l'article 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté royal du 11 juillet 2011, et dans l'article 4*bis*, inséré par l'arrêté royal du 19 mai 1995 et modifié par l'arrêté royal du 11 juillet 2011, de l'arrêté royal du 27 avril 1981 fixant le montant des redevances dues pour certains examens médicaux effectués par l'Office médico-social de l'Etat, les mots "Office médico-social de l'Etat" sont chaque fois remplacés par les mots "Administration de l'expertise médicale".

**Art. 51.** Dans les articles 7 et 10, modifiés par la loi du 21 mars 1991, de l'arrêté royal du 23 mai 1984 stimulant l'emploi de handicapés à Belgacom, les mots "Office médico-social de l'Etat" sont chaque fois remplacés par les mots "Administration de l'expertise médicale".

**Art. 52.** Dans les articles 7 et 10, modifiés par les lois des 21 mars 1991 et 13 décembre 2010, de l'arrêté royal du 21 mai 1985 stimulant l'emploi de handicapés à bpost, les mots "Office médico-social de l'Etat" sont chaque fois remplacés par les mots "Administration de l'expertise médicale".

**Art. 53.** Dans les articles 99 et 114 de l'arrêté royal du 29 novembre 1991 fixant le statut des agents de la Régie des voies aériennes, les mots "Office médico-social de l'Etat" sont chaque fois remplacés par les mots "Administration de l'expertise médicale".

**Art. 54.** Dans l'article 44 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les paragraphes 1<sup>er</sup>, 2 et 3, les mots "Office médico-social de l'Etat" sont chaque fois remplacés par les mots "Administration de l'expertise médicale";

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "cet Office" sont remplacés par les mots "cette Administration".

**Art. 55.** Dans l'article 35, modifié par les arrêtés royaux des 14 juillet 2010, 18 août 2010 et 1<sup>er</sup> juin 2011, de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat, les mots "Office médico-social de l'Etat" sont remplacés par les mots "Administration de l'expertise médicale".

**Art. 56.** Sont abrogés :

1° l'arrêté royal organique de l'Office médico-social de l'Etat du 25 juillet 1969, modifié par les lois des 21 mars 1991 et 13 décembre 2010;

2° l'arrêté royal du 17 mars 1970 portant le statut du président de l'Office médico-social de l'Etat.

**Art. 47.** In artikel 149 van het koninklijk besluit van 11 januari 2007 tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, worden de woorden "de Administratieve Gezondheidsdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 48.** In het opschrift, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991, en artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1971 tot beperking van de aan de Sociaal-Medische Rijksdienst opgedragen taken in verband met DE POST, worden de woorden "de Sociaal-Medische Rijksdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 49.** In artikel 10 en in artikel 16, gewijzigd bij koninklijk besluit van 9 mei 1988, van het koninklijk besluit van 12 januari 1973 betreffende de schadevergoeding voor beroepsziekten, ten gunste van sommige personeelsleden van provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten, verenigingen van gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, intercommunale centra voor maatschappelijk welzijn, diensten, inrichtingen en verenigingen voor maatschappelijk welzijn en openbare kassen van lening, worden de woorden "de Sociaal-Medische Rijksdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 50.** In het opschrift, in artikel 1, gewijzigd bij koninklijk besluit van 11 juli 2011, en in artikel 4*bis*, ingevoegd bij koninklijk besluit van 19 mei 1995 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 11 juli 2011, van het koninklijk besluit van 27 april 1981 houdende vaststelling van het bedrag der retributies verschuldigd voor bepaalde geneeskundige onderzoeken die door de Sociaal-Medische Rijksdienst worden uitgevoerd, worden de woorden "de Sociaal-Medische Rijksdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 51.** In de artikelen 7 en 10, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991, van het koninklijk besluit van 23 mei 1984 ter bevordering van de tewerkstelling van minder-validen bij Belgacom, worden de woorden "de Sociaal-Medische Rijksdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 52.** In de artikelen 7 en 10, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1991 en 13 december 2010, van het koninklijk besluit van 21 mei 1985 ter bevordering van de tewerkstelling van minder-validen bij bpost, worden de woorden "de Sociaal-Medische Rijksdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 53.** In de artikelen 99 en 114 van het koninklijk besluit van 29 november 1991 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de Regie der luchtwegen, worden de woorden "de Sociaal-Medische Rijksdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 54.** In artikel 44 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragrafen 1, 2 en 3, worden de woorden "de Sociaal-Medische Rijksdienst" telkens vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise";

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "die dienst" vervangen door de woorden "dat Bestuur".

**Art. 55.** In artikel 35, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 14 juli 2010, 18 augustus 2010 en 1 juni 2011, van het koninklijk besluit van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, worden de woorden "de Sociaal-Medische Rijksdienst" vervangen door de woorden "het Bestuur van de medische expertise".

**Art. 56.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 25 juli 1969 tot oprichting van de Sociaal-medische Rijksdienst, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1991 en 13 december 2010;

2° het koninklijk besluit van 17 maart 1970 tot regeling van de rechtstoestand van de voorzitter van de Sociaal-medische Rijksdienst.

**Art. 57.** Le Premier Ministre, le ministre qui a la Défense dans ses attributions, le ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions, le ministre qui a l'Economie dans ses attributions, le ministre qui a les Pensions dans ses attributions, le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions, le ministre qui a les Affaires sociales et la Santé publique dans ses attributions, le ministre qui a la Justice dans ses attributions, le ministre qui a le Budget dans ses attributions, le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions, le ministre qui a les Entreprises publiques et la Coopération au développement dans ses attributions et le ministre qui a les Finances et la Fonction publique dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> décembre 2013.

**PHILIPPE**

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
E. DI RUPO

Le Ministre de la Défense,  
P. DE CREM

Le Ministre des Affaires étrangères,  
D. REYNDEERS

Le Ministre de l'Economie,  
J. VANDELANOTTE

Le Ministre des Pensions,  
A. DE CROO

Le Ministre de l'Intérieur,  
Mme J. MILQUET

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

Le Ministre du Budget,  
O. CHASTEL

Le Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

Le Ministre des Entreprises publiques,  
J.-P. LABILLE

Le Ministre des Finances, chargé de la Fonction publique,  
K. GEENS

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,  
H. BOGAERT

**Art. 57.** De Eerste Minister, de minister bevoegd voor Landsverdediging, de minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken, de minister bevoegd voor Economie, de minister bevoegd voor Pensioenen, de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken, de minister bevoegd voor Sociale Zaken en Volksgezondheid, de minister bevoegd voor Justitie, de minister bevoegd voor Begroting, de minister bevoegd voor Werk, de minister bevoegd voor Overheidsbedrijven en Ontwikkelingssamenwerking en de minister bevoegd voor Financiën en Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 december 2013.

**FILIP**

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
E. DI RUPO

De Minister van Landsverdediging,  
P. DE CREM

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
D. REYNDEERS

De Minister van Economie,  
J. VANDELANOTTE

De Minister van Pensioenen,  
A. DE CROO

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. J. MILQUET

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

De Minister van Begroting,  
O. CHASTEL

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

De Minister van Overheidsbedrijven,  
J.-P. LABILLE

De Minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken,  
K. GEENS

De Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken,  
H. BOGAERT

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2013/11581]

**12 NOVEMBRE 2013. — Arrêté ministériel portant approbation du montant des frais administratifs et de la contribution au coût de la mise à jour de la liste des psychologues fixés par la Commission des psychologues**

Le Ministre des Classes moyennes, des P.M.E., des Indépendants et de l'Agriculture,

Vu la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue, l'article 3, § 3;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1997 fixant les règles relatives aux frais de fonctionnement de la Commission des psychologues, instituée par l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue, l'article 2, § 1<sup>er</sup>,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le montant des frais administratifs et de la contribution au coût de la mise à jour de la liste des psychologues, fixés à 50 EUR pour l'année 2014, est approuvé.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2013/11581]

**12 NOVEMBER 2013. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van het door de Psychologencommissie vastgestelde bedrag van de administratiekosten en van de bijdrage in de kosten voor het bijhouden van de lijst van de psychologen**

De Minister van Middenstand, K.M.O.'s, Zelfstandigen en Landbouw,

Gelet op de wet van 8 november 1993 tot bescherming van de titel van psycholoog, artikel 3, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1997 tot vaststelling van de regels inzake de werkingskosten van de Psychologencommissie, opgericht bij artikel 3, § 1, van de wet van 8 november 1993 tot bescherming van de titel van psycholoog artikel 2, § 1,

Besluit :

**Artikel 1.** Het voor het jaar 2014 op 50 EUR vastgesteld bedrag van de administratiekosten en van de bijdrage voor het bijhouden van de lijst van psychologen, wordt goedgekeurd.